



AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

R.P. no. 5 - SO/md

Conversation avec l'Ambassadeur
d'Allemagne.

Zürcherstrasse
2. III 62
folies
Zürcherstrasse
de la chef de Département
ja

Paris, le 1er février 1962.

Monsieur F.T. Wahlen
Conseiller fédéral
Chef du Département politique
Berne

Monsieur le Conseiller fédéral,

1. Le Chancelier.

M. Blankenhorn a eu deux heures d'entretien avec le Chancelier avant la grippe dont il souffre actuellement. Il était, d'après B., dans la meilleure forme, physique et intellectuelle, qu'on lui connaisse. La manière dont le Gouvernement allemand a pu subir, à Bruxelles, le 14 janvier, la politique agricole commune, la faire accepter presque sans opposition par les partis et par les organisations professionnelles, serait une preuve éclatante de l'autorité avec laquelle le Chancelier impose à son pays encore aujourd'hui sa ligne personnelle, si cette preuve était encore nécessaire.

M. Adenauer part de l'idée qu'il ne se représentera pas au poste de Chancelier après les prochaines élections législatives. Ce point à part, il estime qu'il n'a contracté aucune obligation et qu'il est maître de choisir le moment de son retrait de la vie publique.

2. Les successeurs.

Cela n'empêche, d'après B., que la question de savoir qui lui succèdera est au premier plan de la scène politique intérieure allemande. Il ne ferait pas de doute que :



- 2 -

a) Si le Chancelier devait disparaître soudainement dans l'immédiat, force serait de constater qu'aux yeux du public le seul dauphin incontesté est le Vice-Chancelier Erhard. Rien ne pourrait donc empêcher actuellement qu'il accède au Bundeskanzleramt.

b) La préoccupation principale des leaders politiques à l'heure actuelle serait toutefois justement de lui susciter des concurrents. Si, aux yeux du grand public, M. Erhard est l'héritier présomptif, aux yeux des professionnels de la politique, il importe de préparer à cette tâche une personne qui présente, d'après eux, les qualités de nature politique qui manqueraient précisément à M. Erhard, d'après B., malgré sa grande popularité. Tous les leaders contactés par B. à Bonn ces derniers jours (y compris ceux du FDP et du CDU, y compris F.J. Strauss) seraient unanimes sur ce point.

D'après B., ses concurrents sont, dans l'ordre :

- i) M. Krone, dont le principal défaut serait de manquer de contact avec les masses ;
- ii) M. Schroeder, Ministre des Affaires Etrangères, qui fait preuve de caractère et d'habileté parlementaire. Son étoile monterait.
- iii) M. Gerstenmaier, acceptable aux deux autres partis principaux ;
- iv) M. von Brentano, dont l'étoile monte au sein de son parti.

Aucune de ces personnalités n'a encore le format d'un "leader". Le successeur de M. Adenauer devra être mis au bénéfice d'une assez longue période de formation et de rodage.

3. Gouvernement de coalition.

Certains dirigeants estiment que, le jour de la disparition du Chancelier, dans l'état de crise permanente dans lequel se trouvera l'Allemagne sur le plan international,

- 3 -

la seule solution serait un gouvernement de coalition, comprenant la Freie Demokratische Partei (FDP) et la Sozial-Demokratische Partei (SDP). Dans ce cas, il serait possible que M. Gerstenmaier fût Chancelier et que les Affaires Etrangères échouassent à M. Ehrler (SDP). Il s'agirait d'une sorte de gouvernement d'union sacrée.

4. M. Mende.

B. a eu récemment à Bonn une longue conversation avec le leader du FDP. Il en a retiré l'impression que celui-ci est aussi éloigné que tous les autres leaders allemands de l'idée d'une politique de Rapallo. M. Mende ne renie rien de la politique européenne de l'actuel gouvernement, ni de sa politique atlantique.

A l'étranger et tout particulièrement à Paris (voir l'article de fond du Monde des 28/29 janvier), on commet une sérieuse erreur d'appréciation, d'après B., au sujet de l'attitude de M. Mende, de son parti, de la République fédérale en général, et de son Ambassadeur à Moscou.

Quelles que soient les personnes qui gouvernent à Bonn, elles ne peuvent exclure le principe de la possibilité d'ouvertures bilatérales avec Moscou. Elles ne peuvent abandonner l'objectif idéal d'une réunification de l'Allemagne. Le droit de traiter souverainement, le cas échéant, avec l'URSS (en contact étroit avec les Alliés) les problèmes bilatéraux, et l'objectif lointain d'une réunification du pays sont deux tabous qu'aucun gouvernement allemand ne peut exclure sans abdiquer les droits et les aspirations de principe de son opinion publique.

Il est tout aussi clair que l'actuelle politique européenne et atlantique doit rester prioritaire. Mais il serait de mauvaise politique d'afficher publiquement que cette ligne politique actuelle interdit à Bonn tout

- 4 -

contact avec une Puissance qui décide actuellement du sort de 19 millions d'Allemands, dont la réabsorption est une aspiration sentimentale et légitime de l'opinion publique. Personne, sauf un groupe insignifiant d'industriels, ne songe à un renversement des alliances.

C'est exactement la ligne de M. Mende, comme celle du Dr. Kroll. Ce dernier est plus maladroit dans ses attitudes et ses contacts avec la presse, que dans la ligne politique qu'il poursuit, qui lui vaut d'utiles contacts personnels avec M. Khrouchtchev.

5. Politique européenne.

B. mène à Paris une action discrète et efficace. Il a toujours eu des contacts très intimes avec les milieux politiques français. Voici ses opinions :

L'idée de base du Général est bien connue. Ce qui compte, c'est une alliance étroite et permanente entre la France et l'Allemagne, seule manière d'enlever aux Russes toute idée de faire de l'Europe occidentale un théâtre d'opérations politiques. Quant à des rapports plus intimes avec les autres pays d'Europe occidentale, il s'agit d'une oeuvre de très longue haleine, qui n'a rien à voir avec les délais du Traité de Rome. Il est clair qu'une pleine adhésion de l'Angleterre à la Communauté Européenne ne rentre pas dans cette conception du Général de Gaulle. Il estime que l'Angleterre et son Commonwealth constituent une entité politique qu'il faut maintenir intacte, aux côtés et en dehors de l'Europe continentale. Les Etats-Unis, le Commonwealth, l'Europe continentale sont nécessairement les trois sphères d'un occident polycentrique. Leur position vis-à-vis de l'URSS doit faire l'objet de consultations, mais chacune a sa politique. Leur situation géographique doit commander leur stratégie et donc leur politique étrangère, fonction de celles-ci. L'Europe continentale, avec ses 200 millions d'habitants et sa prospé-

rité économique ne peut abdiquer en faveur de Washington ou du Commonwealth ses responsabilités, y compris la stratégie et les armes.

M. Couve de Murville est tenu à ces instructions générales de l'Elysée. Personnellement, il est impressionné par l'argumentation différente de M. Jean Monnet (fusion des communautés occidentales), mais sa ligne politique ne peut être que celle que lui dicte le Président de la République.

Sitôt qu'on s'éloigne de quelques mètres de l'Elysée, commence, d'après B., (en ce qui concerne la politique européenne) l'influence presque incontestée des idées de M. Jean Monnet. Si M. Couve de Murville le pouvait, il les suivrait largement.

M. Wormser y est acquis. Il ne s'en distingue que sur un seul point : Pour M. Jean Monnet, l'adhésion de l'Angleterre (aux conditions que fixeront les Six) n'est plus qu'une question de temps. Il s'agit d'un problème d'exécution, ce qui oblige les chefs à se préoccuper déjà de la prochaine étape, les rapports de la Communauté élargie avec les Etats-Unis. Actuellement ces rapports ne peuvent se présenter que sous la forme du programme Kennedy (compétences tarifaires à accorder par le Congrès à l'administration américaine) et des négociations qui vont suivre entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne élargie.

Bien entendu, l'avenir ne se bornera pas à l'actuel programme de M. Kennedy. Celui-ci impose déjà aux conceptions traditionnelles et à l'économie américaine une évolution presque révolutionnaire. Mais l'évolution ne s'arrêtera pas là. Ce serait une erreur de vouloir, aujourd'hui déjà, parler d'objectif allant au delà de l'actuel programme Kennedy. Cela rendrait méfiantes l'opinion et l'économie américaines, qui se tiendraient alors sur leurs gardes. Mais les étapes successives de la politique d'intégration européenne ne se sont

jamais déclarées qu'au fur et à mesure, elles ont toujours surpris l'opinion mondiale par leur hardiesse évolutive. Ainsi il est clair que les initiés doivent déjà penser à la Communauté Economique Occidentale qui s'établira sans grandes difficultés aussitôt que le programme Kennedy aura déjà singulièrement rapproché la politique tarifaire de la Communauté Européenne élargie et celle des Etats-Unis. C'est là, d'après B. (qui voit, me dit-il, deux fois par semaine M. Jean Monnet), le vrai but à atteindre, dont les dirigeants américains sont conscients mais secrets.

Le Gouvernement de Bonn ne peut que souscrire à l'évolution dont la prochaine étape sera l'adhésion du Royaume-Uni, l'étape suivante le programme Kennedy. L'étape dont il ne faut pas encore parler, c'est la Communauté atlantique. Le jour où cette Communauté Economique Occidentale sera établie, l'ensemble des pays occidentaux seront plus conscients de ce que la frontière de l'Elbe est leur propre frontière, ce que l'Allemagne ne peut qu'approuver.

Il ne faut pas en vouloir aux principaux Gouvernements si leur attention est actuellement concentrée sur ces problèmes révolutionnaires, formateurs de l'avenir, que sont l'adhésion du Royaume-Uni, le programme Kennedy et (confidentielle) la future Communauté atlantique. Ce sont les seuls qui conditionnent l'évolution politique du monde libre, objet de leurs préoccupations principales.

Les autres questions, l'adhésion des uns et l'association des autres, ne sont pas des conditions "sine qua non" à cette rénovation du monde libre. Il s'agit de problèmes sérieux en soi. Ils seront traités comme ils le méritent. Mais il est normal que les responsables se concentrent sur ce qui est essentiel dans la construction envisagée, c'est-à-dire sur les éléments sans lesquels elle ne peut pas être, les relations avec Londres et Washington.

- 7 -

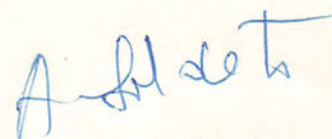
Bonn, dit B., est favorable à l'adhésion du Royaume-Uni pour toutes sortes de raisons. D'ailleurs la Communauté des Six est trop petite pour l'industrie allemande. Celle-ci ne pourra jamais s'en contenter. Elle a des vues bien plus larges. Pour le Gouvernement de Bonn, la Communauté des Six ne pouvait être qu'une étape et cette étape devait être édiflée avec tous les soins nécessaires avant d'aller plus loin. Elle a une grande importance en tant que base d'opérations, mais le but est d'aller plus loin. Actuellement avec le Royaume-Uni. Le moment venu, avec les Etats-Unis. Il s'agit naturellement d'intégrations économiques, et de concerter ou unifier la politique étrangère. Personne ne pense à l'abdication des nations et des cultures nationales.

6. Politique intérieure française.

B. estime qu'il faut faire la part de la phosphorescence de l'esprit français. Il aime se donner libre cours en paroles et même en action, mais recule devant les dernières extrémités. Tant qu'il s'agit de faire des déclarations grandiloquentes ou des actions à portée limitée (le "plasticage" se borne à casser des vitres), la vivacité naturelle est heureuse d'exploser. Le sens de la mesure et de la conservation prennent le dessus avant d'aller plus loin.

D'après B., les partis traditionnels ne sont pas regrettés. Les chefs de l'opposition de droite ne jouissent pas de prestige. Salan est presque un personnage comique. La gauche semble frappée de paralysie. Il y a beaucoup à parier que le régime, malgré ses défauts, surmontera l'épreuve actuelle quoiqu'il s'agisse de l'un des tournants les plus délicats dans l'histoire du pays.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.



A. SOLDATI.